



**POUVOIR ADJUDICATEUR**  
(Organisme contractant)

**CAF DE LA SEINE-SAINT-DENIS**  
**52 RUE DE LA REPUBLIQUE**  
**93000 BOBIGNY**

*(ORGANISME DE DROIT PRIVE CHARGE DE LA GESTION D'UN SERVICE PUBLIC)*

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)**

**OBJET DE LA PROCEDURE ADAPTEE N° 07/2026**

**MARCHE DE TRAVAUX :**  
**REMPLACEMENT DES RESEAUX HYDRAULIQUES**  
**SECONDAIRES ET DES EQUIPEMENTS ASSOCIES**  
**DE LA CAF DE LA SEINE-SAINT-DENIS**

Marché de travaux passé selon une procédure adaptée, en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique.

Date d'établissement : 20/05/2026

Remplacement des réseaux hydrauliques secondaires et des équipements associés du site de Bobigny de la Caf de la Seine-Saint-Denis.

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES.....	4
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE .....	4
ARTICLE 3 : REGLEMENTATION DU MARCHE .....	4
3.1. Réglementation .....	4
ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	5
4.1. Pièces particulières.....	5
ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE.....	6
ARTICLE 6 : NATURE ET CONDUITE DES TRAVAUX.....	6
ARTICLE 7 : SOUS TRAITANCE .....	7
7.1. Dispositions applicables au Titulaire .....	7
7.2. Dispositions applicables aux sous-traitants.....	7
ARTICLE 8 : CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX.....	8
8.1. Délai d'exécution des travaux .....	8
8.2. Spécifications techniques, contrôle des matériaux et remise en état des lieux .....	8
8.3. Conditions d'intervention.....	9
8.4. Modifications en cours d'exécution .....	9
8.5. Liaisons avec le Titulaire .....	10
ARTICLE 9 : VÉRIFICATIONS DES TRAVAUX.....	10
ARTICLE 10 : RECEPTION DES OUVRAGES .....	10
ARTICLE 11 : GARANTIES .....	11
11.1. Garantie de parfait achèvement .....	11
11.2. Garantie de bon fonctionnement.....	11
11.3. Conformité technique et non-conformités .....	11
ARTICLE 12 : PENALITES.....	12
ARTICLE 13 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	13
13.1. Obligations particulières.....	13
13.2. Obligations de conseil et d'information .....	13
ARTICLE 14 : RESPONSABILITE EN CAS DE DOMMAGES - ASSURANCES .....	13
14.1. Responsabilité en cas de dommages.....	13
14.2. Assurances.....	14
ARTICLE 15 : CONDITIONS FINANCIERES .....	14
15.1. Contenu des prix.....	14
15.2. Ordres de service et détermination des montants .....	15
ARTICLE 16 : LIQUIDATION DES DEPENSES.....	15
16.1. Avances.....	15
16.2. Acomptes.....	16
16.3. Facturation .....	16
16.4. Délai global de paiement.....	16

16.5. Dématérialisation des factures.....	17
16.6. Modalités de paiement .....	17
16.7. Taxes .....	17
ARTICLE 17 : LANGUE .....	18
ARTICLE 18 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES .....	18
ARTICLE 19 : MODIFICATION DANS LA SITUATION DU TITULAIRE .....	18
ARTICLE 20 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES .....	19
ARTICLE 21 : CONFIDENTIALITE .....	19
ARTICLE 22 : RESILIATION DU MARCHE.....	19
22.1. Cas de résiliation pour motif d'intérêt général : .....	20
22.2. Cas de résiliation sans indemnité : .....	20
22.3. Résiliation aux torts du Titulaire après mise en demeure :.....	20
22.4. Résiliation aux torts du Titulaire sans mise en demeure : .....	20
ARTICLE 23 : LITIGES .....	20
ARTICLE 24 : DEROGATIONS .....	21

## ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

- D'une part, la Caf de la Seine-Saint-Denis, (Caf 93), dont le siège social est situé au : 52 rue de la République, 93000 BOBIGNY, désignée dans le marché par « l'Organisme contractant » ou « le Pouvoir adjudicateur ». L'Organisme contractant est représenté à la signature du marché et pour tout avenant éventuel par son Directeur Général ou son délégué.

Tous les règlements des sommes dues au titre du marché sont assurés par la Directrice Comptable et Financier de l'Organisme contractant, même adresse, auquel doit être signifiée toute opposition éventuelle.

Pour l'exécution, le suivi et la vérification de la bonne exécution des prestations, la Caf de la Seine-Saint-Denis sera représentée, par le Responsable du Pôle Immobilier Maintenance Sécurité et Environnement (PIMSE) ou son délégataire.

- D'autre part, l'entreprise, Titulaire du marché de travaux, désignée dans les documents contractuels par l'expression « le Titulaire » ou « l'Opérateur économique ».

## ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet **la réalisation des travaux de remplacement et de réhabilitation des réseaux hydrauliques de distribution secondaire, ainsi que des émetteurs associés (ventilo-convecteurs) et des organes de régulation, du bâtiment de la Caf de la Seine-Saint-Denis, situé au 52 rue de la République 93000 Bobigny.**

**Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire, exécuté par ordres de service.**

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) complète l'Acte d'Engagement et définit les obligations respectives du Pouvoir Adjudicateur et du Titulaire dans le cadre de l'exécution de ce marché de travaux.

La description détaillée des prestations, leurs spécifications techniques, leurs modalités d'exécution et leurs contraintes sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire est soumis à **une obligation de résultat**, notamment en matière :

- de continuité de service du bâtiment,
- de qualité d'exécution,
- de conformité aux normes et règles de l'art,
- de performance et d'étanchéité des réseaux installés

## ARTICLE 3 : REGLEMENTATION DU MARCHE

### 3.1. Réglementation

Le présent marché de travaux, exécuté par ordres de service, est passé selon une procédure adaptée, en application de l'article R.2123-1 du Code de la commande publique, ainsi que de l'arrêté du 19 juillet 2018 relatif à la réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

Remplacement des réseaux hydrauliques secondaires et des équipements associés du site de Bobigny de la Caf de la Seine-Saint-Denis.

Le marché est régi par les dispositions du Code de la commande publique et, pour les clauses administratives non dérogatoires, par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le marché fixe l'ensemble des stipulations contractuelles applicables aux prestations. Les travaux seront exécutés au fur et à mesure des besoins, sur la base des ordres de service émis par le Maître d'Ouvrage, lesquels préciseront :

- les prestations à réaliser,
- les quantités définitives issues du diagnostic préalable,
- les délais d'exécution,
- les modalités particulières d'intervention.

Les ordres de service sont émis conformément aux dispositions du CCAG Travaux 2021, auquel le présent marché déroge ou complète lorsque nécessaire. Le montant du marché n'est pas plafonné ; il sera déterminé en fonction des prix proposés par le Titulaire dans son offre et des besoins effectivement notifiés par ordres de service.

Le Titulaire prend note que la Caf de la Seine-Saint-Denis se réserve, en cas de besoin, le droit de recourir à la concurrence pour des matériaux ou/et des travaux de nature spécifique, par voie de procédure adaptée ou d'appel d'offres ;

## **ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

### **4.1. Pièces particulières**

Les pièces particulières du marché comprennent par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'Acte d'Engagement (AE) référencé PA n° 07/2026 et son annexe 1 « DPGF », signé par le Titulaire et également signé par le représentant du pouvoir adjudicateur ;
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) référencé PA n° 07/2026, dont seul l'exemplaire conservé par la CAF de la Seine-Saint-Denis fera foi ;
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) référencé PA n° 07/2026, dont seul l'exemplaire conservé par la Caf de la Seine-Saint-Denis fera foi ;
- 4) Le planning définitif des travaux tel qu'arrêté entre les parties suite à la réunion de démarrage du marché
- 5) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de travaux (C.C.A.G), visé à l'article 3.1 ;
- 6) Le Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés de travaux de bâtiments passés au nom de l'Etat (Décret n° 93.1164 du 11.10.1993, modifié) sous réserve des dispositifs auquel il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus ;
- 7) L'offre technique du Titulaire ;
- 8) Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants ;
- 9) Les ordres de service

Les **normes françaises ou européennes homologuées**, ainsi que les règlements techniques en vigueur applicables aux travaux, matériaux et prestations du marché, s'imposent au Titulaire et complètent les documents ci-dessus.

En cas de contradiction entre les documents constitutifs du marché, ils prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés. Toute réserve formulée par le Titulaire est réputée nulle et non écrite. Les conditions générales ou particulières du Titulaire ne sont pas opposables à l'Organisme contractant.

## **ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE**

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification au Titulaire. Il demeure en vigueur jusqu'à l'achèvement complet des prestations, matérialisé par la réception des travaux suivie de la levée de l'ensemble des réserves.

Les prestations sont exécutées sur la base des ordres de service émis par le Maître d'Ouvrage, lesquels précisent les travaux à réaliser, leurs quantités définitives et leurs délais d'exécution.

Le Maître d'Ouvrage conserve la faculté de mettre fin au marché, à tout moment, dans les conditions prévues par le CCAG Travaux 2021, notamment au titre de la résiliation pour motif d'intérêt général ou pour tout autre motif prévu à l'article 22 du présent CCAP.

La fin du marché intervient automatiquement à l'issue de la réception des travaux et de la levée de toutes les réserves, sans autre formalité.

## **ARTICLE 6 : NATURE ET CONDUITE DES TRAVAUX**

Le Titulaire s'engage à réaliser, dans le cadre du présent marché, l'ensemble des travaux de remplacement et de réhabilitation des réseaux hydrauliques de distribution secondaire, incluant le changement des ventilo-convecteurs, des organes de régulation et de toutes les pièces, accessoires et équipements annexes.

Le détail des prestations, leurs spécifications techniques ainsi que leurs modalités d'exécution sont définis dans le C.C.T.P., auquel le Titulaire est tenu de se conformer strictement.

La conduite des travaux est assurée par l'Organisme contractant, représenté par le Responsable du PIMSE ou par toute personne dûment mandatée à cet effet. Ce représentant est notamment chargé :

- de diriger l'exécution des travaux,
- d'émettre les ordres de service,
- d'assurer le suivi technique des prestations,
- de constater l'avancement,
- de valider les phases d'intervention,
- de proposer la réception des travaux,
- et de proposer le règlement des prestations exécutées.

Le Titulaire est tenu de se conformer strictement aux directives, prescriptions et observations formulées par le représentant du Maître d'Ouvrage dans le cadre de la conduite des travaux. Ces directives s'imposent au Titulaire et ne sauraient en aucun cas être interprétées comme une modification du périmètre contractuel, sauf lorsqu'elles font l'objet d'un ordre de service dûment établi.

Remplacement des réseaux hydrauliques secondaires et des équipements associés du site de Bobigny de la Caf de la Seine-Saint-Denis.

## ARTICLE 7 : SOUS TRAITANCE

### 7.1. Dispositions applicables au Titulaire

La sous-traitance totale du marché est interdite.

Toute sous-traitance est régie par les articles L2193-1 et suivants et R2193-1 et suivants du Code de la commande publique, ainsi que par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975.

Le Titulaire qui souhaite sous-traiter une partie des prestations doit en faire la demande au moyen d'un formulaire DC4 dûment complété et signé par lui et par le sous-traitant. La sous-traitance n'est opposable à l'Organisme contractant qu'après acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

Toute sous-traitance non déclarée engage la responsabilité exclusive du Titulaire, qui supporte l'intégralité des dépenses nécessaires à l'exécution ou à la reprise des prestations concernées.

#### **1°) Sous-traitance déclarée au moment de l'offre**

Lorsque la demande de sous-traitance est présentée au dépôt de l'offre, le candidat fournit :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- l'identité et l'adresse du sous-traitant ;
- le montant maximal à régler par paiement direct ;
- les conditions de paiement et modalités de variation des prix ;
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne fait l'objet d'aucune interdiction de soumissionner.

La notification du marché vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

#### **2°) Sous-traitance demandée en cours d'exécution**

Lorsque la demande intervient après la remise de l'offre, le Titulaire transmet une déclaration conforme à l'article R2193-3 du Code de la commande publique.

Si le sous-traitant demande le paiement direct, le Titulaire doit établir qu'aucune cession ou nantissement ne fait obstacle à ce paiement, en produisant :

- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, où
- une attestation ou mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont formalisés par un acte spécial signé par les parties.

### 7.2. Dispositions applicables aux sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant accepté et agréé bénéficie du paiement direct pour la partie des prestations qu'il exécute.

Le sous-traitant :

Remplacement des réseaux hydrauliques secondaires et des équipements associés du site de Bobigny de la Caf de la Seine-Saint-Denis.

- adresse sa demande de paiement via la plateforme Chorus Pro, libellée au nom de l'Organisme contractant ;
- établit sa facture au nom du Titulaire, conformément à la loi de 1975, et la transmet au Titulaire en même temps que la demande de paiement.

Le Titulaire dispose d'un délai pour donner son accord total ou partiel sur la demande de paiement. Le délai global de paiement de 30 jours court à compter de la réception, par l'Organisme contractant, de cet accord.

L'Organisme contractant procède au paiement direct du sous-traitant pour les seules prestations acceptées et agréées, et informe le Titulaire des paiements effectués.

## ARTICLE 8 : CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX

### 8.1. Délai d'exécution des travaux

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, il est fait application des dispositions de l'article 19 du CCAG Travaux 2021 relatives aux délais d'exécution.

Les travaux sont exécutés au fur et à mesure des besoins, sur la base des ordres de service émis par le Maître d'Ouvrage. Chaque ordre de service précise :

- les prestations à réaliser,
- les quantités définitives issues du diagnostic préalable,
- le délai d'exécution propre à l'intervention concernée,
- la date de démarrage des travaux.

Le délai d'exécution court à compter de la date fixée par l'ordre de service, laquelle tient compte, le cas échéant, d'une période de préparation.

Chaque intervention du Titulaire fait l'objet d'un délai particulier correspondant à la durée nécessaire à la réalisation des travaux prescrits. La durée totale du marché ne constitue pas un délai global d'exécution : **seuls les délais fixés par les ordres de service sont contractuels.**

Les délais expirent à la date de réception des travaux de l'intervention concernée, **y compris la levée des réserves éventuelles.**

Toute prolongation d'un délai d'exécution fixé par ordre de service, résultant de sujétions techniques imprévues, de modifications demandées par le Maître d'Ouvrage ou d'un cas de force majeure, et ayant une incidence sur le montant du marché, fait l'objet d'un avenant notifié au Titulaire.

### 8.2. Spécifications techniques, contrôle des matériaux et remise en état des lieux

Le Titulaire exécute les travaux conformément aux spécifications techniques définies dans le CCTP, lequel précise les caractéristiques des matériaux, produits et équipements à utiliser, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et contrôles, tant qualitatifs que quantitatifs.

Conformément à l'article 6 du Code de la commande publique, les spécifications techniques sont formulées par référence à des normes ou documents équivalents. Le Titulaire est tenu de respecter strictement les prestations et niveaux de performance sur lesquels il s'est engagé, y compris lorsque des solutions équivalentes ont été proposées et acceptées.

Il est fait application, à titre complémentaire, des articles 21 à 26 du CCAG Travaux 2021 relatifs :

- aux matériaux, produits et composants,

Remplacement des réseaux hydrauliques secondaires et des équipements associés du site de Bobigny de la Caf de la Seine-Saint-Denis.



- aux contrôles, essais et épreuves,
- à la conformité des prestations.

Le Titulaire fournit, pour chaque matériau, produit ou équipement mis en œuvre, les fiches techniques, certificats de conformité et tout document permettant d'en assurer la traçabilité, conformément aux exigences du CCTP.

À l'issue de chaque intervention, et dans le délai fixé par l'ordre de service, le Titulaire procède au repliement des installations de chantier, au nettoyage complet des zones d'intervention et à la remise en état des lieux. En cas de manquement ou de retard, ces opérations pourront être réalisées d'office aux frais du Titulaire, après mise en demeure notifiée, sans préjudice de l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

### **8.3. Conditions d'intervention**

Les travaux sont réalisés pendant les jours et heures ouvrables de l'Organisme contractant, soit de 7h30 à 18h30. Toute intervention doit être organisée de manière à limiter au strict nécessaire la gêne occasionnée au fonctionnement des services.

De manière ponctuelle, ou en cas d'urgence, certains travaux peuvent être exécutés en dehors de ces horaires, sous réserve de l'accord préalable de l'Organisme contractant, donné par écrit ou par courriel.

Le Titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de l'activité de l'Organisme contractant, notamment en :

- adaptant son organisation,
- sécurisant les zones d'intervention,
- limitant les nuisances sonores, visuelles ou olfactives,
- maintenant la propreté des circulations et des locaux,
- respectant les consignes internes de sécurité et d'accès.

Toute intervention doit être coordonnée avec le représentant du Maître d'Ouvrage afin d'éviter toute perturbation excessive.

Le Titulaire veille en toutes circonstances à la sécurité des usagers, du personnel de l'Organisme contractant et de ses propres intervenants, en mettant en œuvre les mesures de prévention adaptées et en respectant strictement les consignes internes de sécurité.

### **8.4. Modifications en cours d'exécution**

Lorsque l'intérêt de l'Organisme contractant ou un motif d'intérêt général le justifie, des modifications aux prestations initialement prévues peuvent être décidées par le Maître d'Ouvrage. Ces modifications sont notifiées au Titulaire par ordre de service, qui précise leur nature, leur portée et, le cas échéant, leur incidence sur les délais d'exécution.

Toute modification demandée par le Maître d'Ouvrage doit être précédée, lorsque nécessaire, d'une justification technique du Titulaire permettant d'en apprécier la faisabilité et les incidences éventuelles.

Le Titulaire est tenu d'exécuter ces modifications dans les mêmes conditions que les prestations initiales, sans préjudice de son droit à compensation lorsque celles-ci entraînent une variation du montant du marché ou des délais d'exécution.

Remplacement des réseaux hydrauliques secondaires et des équipements associés du site de Bobigny de la Caf de la Seine-Saint-Denis.

Toute modification ayant une incidence financière ou entraînant une adaptation substantielle des prestations fait l'objet, si nécessaire, d'un avenant conformément au Code de la commande publique.

### **8.5. Liaisons avec le Titulaire**

Le Titulaire doit être joignable en permanence pendant toute la durée d'exécution des prestations. À ce titre :

- **Disponibilité du Titulaire** — Le Titulaire ou son chargé d'affaires dûment mandaté doit pouvoir être contacté facilement par l'Organisme contractant, par téléphone ou par courriel, durant les heures ouvrables.
- **Chef d'équipe qualifié** — En l'absence du Titulaire ou de son représentant habituel, le chef d'équipe présent sur le chantier doit être un interlocuteur qualifié, capable de s'exprimer en langue française et habilité à prendre rapidement toute décision nécessaire à la bonne exécution des travaux.
- **Maîtrise du français sur site** — Compte tenu de la nature des travaux et des impératifs de sécurité, au moins un membre de l'équipe présente sur le chantier doit être en mesure de lire, écrire et s'exprimer correctement en langue française.
- **Adaptation des moyens humains** — Le Titulaire doit disposer d'une flexibilité qualitative et quantitative suffisante en main-d'œuvre pour faire face à plusieurs interventions simultanées, y compris dans un même local, et respecter les délais impartis par les ordres de service

## **ARTICLE 9 : VÉRIFICATIONS DES TRAVAUX**

Les opérations de vérification des travaux sont réalisées régulièrement en cours d'exécution, afin de contrôler leur conformité aux prescriptions contractuelles, aux spécifications techniques du CCTP et aux règles de l'art. Ces vérifications ont pour objet de s'assurer de la qualité technique des matériaux, des équipements et des prestations, ainsi que du respect des coûts et des délais contractuels.

Si le Titulaire ne se conforme pas, dans le délai fixé par l'Organisme contractant, aux observations formulées lors des vérifications, ou si les réserves émises demeurent sans suite, les pénalités prévues au présent CCAP sont appliquées à l'issue du délai imparti.

## **ARTICLE 10 : RECEPTION DES OUVRAGES**

La réception des ouvrages intervient à l'achèvement de l'ensemble des travaux afférents à l'opération commandée. Elle est prononcée dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG Travaux 2021.

La réception ne peut être prononcée qu'après exécution conforme des travaux de reprise éventuellement demandés. Les travaux de reprise consécutifs à des prestations non conformes n'ouvrent droit à aucune indemnité ni plus-value ; ils sont exécutés aux frais du Titulaire.

La réception donne lieu à l'établissement d'un **procès-verbal**, notifié au Titulaire, qu'elle soit prononcée avec ou sans réserve. La signature du procès-verbal sans réserve, ou la levée des réserves, fait courir le délai de garantie des travaux concernés.

## ARTICLE 11 : GARANTIES

Le Titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution des travaux, de la conformité des ouvrages réalisés et du respect strict des prescriptions du marché, notamment celles du CCTP. Il met en œuvre des matériaux conformes, des méthodes appropriées et des protections adaptées afin de garantir la qualité, la sécurité et la pérennité des installations.

Le Titulaire répond de tous les dommages causés aux ouvrages existants, aux équipements ou aux locaux, qu'ils résultent directement de ses interventions ou qu'ils surviennent à l'occasion du chantier. Toute dégradation est réparée à ses frais, conformément aux règles de l'art et dans les délais fixés par le Maître d'Ouvrage.

### **11.1. Garantie de parfait achèvement**

Conformément à l'article 44 du CCAG Travaux 2021, le Titulaire est tenu à la garantie de parfait achèvement pendant un an à compter de la réception. Cette garantie couvre l'ensemble des désordres signalés lors de la réception ainsi que ceux notifiés durant l'année de garantie, qu'ils résultent d'une malfaçon, d'une non-conformité ou d'un défaut d'exécution.

Les reprises sont exécutées sans délai et sans que le Titulaire puisse prétendre à une indemnité ou à une plus-value. À défaut d'intervention dans les délais impartis, les travaux peuvent être réalisés d'office aux frais du Titulaire.

### **11.2. Garantie de bon fonctionnement**

Pendant les deux années suivant la réception, le Titulaire demeure soumis à la garantie biennale de bon fonctionnement prévue à l'article 45 du CCAG Travaux 2021. Cette garantie couvre les éléments d'équipement dissociables, notamment les organes mécaniques, hydrauliques ou électriques pouvant être remplacés sans détériorer l'ouvrage. Tout équipement défaillant est réparé ou remplacé à l'identique, sans frais pour le Maître d'Ouvrage.

### **11.3. Conformité technique et non-conformités**

Toute prestation non conforme au CCTP, aux plans, aux normes applicables ou aux règles de l'art doit être reprise ou remplacée à la charge exclusive du Titulaire. Les travaux non conformes ne peuvent en aucun cas donner lieu à indemnité ou plus-value.

Le Maître d'Ouvrage peut exiger :

- la dépose complète des éléments non conformes,
- leur remplacement par des éléments conformes,
- la remise en état des zones impactées.

Le Titulaire demeure responsable de toutes les conséquences techniques, financières ou organisationnelles résultant de ces non-conformités.

**ARTICLE 12 : PENALITES**

Sans préjudice des dispositions du CCAG Travaux 2021, des pénalités sont appliquées en cas de manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles. Elles sont dues de plein droit dès la constatation du manquement par l'Organisme contractant.

Les pénalités ci-après s'appliquent **par intervention, par jour de retard, ou par événement**, selon la nature du manquement.

<b>Manquement constaté</b>	<b>Pénalité appliquée</b>
<b>Retard dans l'exécution des travaux</b> (par rapport au délai fixé dans l'ordre de service)	150 € <b>par jour</b> <b>calendaire</b> de retard
<b>Absence à une réunion de suivi ou de coordination</b> (sans motif valable)	200 € <b>par absence</b>
<b>Absence de mise en sécurité immédiate</b> (zone non balisée, risques non maîtrisés, consignation non réalisée)	300 € <b>par constat</b>
<b>Non-transmission des documents techniques obligatoires</b> (fiches techniques, certificats, rapports d'essais, traçabilité)	100 € <b>par jour de retard</b> après mise en demeure
<b>Non-respect des règles d'hygiène</b> (propreté, évacuation des déchets, stockage inapproprié)	150 € <b>par constat</b>
<b>Absence d'EPI ou non-respect des consignes de sécurité</b>	300 € <b>par intervenant et par constat</b>
<b>Non-respect des horaires autorisés</b> (intervention sans accord préalable)	250 € <b>par intervention</b>
<b>Absence d'un interlocuteur qualifié sur site</b> (chef d'équipe non habilité)	200 € <b>par constat</b>
<b>Non-respect des consignes d'accès ou de circulation</b>	150 € <b>par constat</b>
<b>Non-respect des obligations de protection des locaux</b> (dégradations évitables, absence de protections)	300 € <b>par constat</b> , sans préjudice de la remise en état à la charge du Titulaire

**Les pénalités sont cumulables entre elles**, dès lors que plusieurs manquements distincts sont constatés. Elles sont recouvrées par **compensation**, au moyen de retenues sur les sommes dues au Titulaire. Leur application intervient sans préjudice du droit de l'Organisme contractant d'engager la responsabilité civile ou pénale du Titulaire lorsque les faits le justifient.

## ARTICLE 13 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 13.1. Obligations particulières

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat pour l'ensemble des prestations exécutées dans le cadre du présent marché. Il mobilise les moyens humains, matériels et organisationnels nécessaires pour garantir la qualité, la sécurité et la continuité des interventions, notamment en assurant :

- la présence d'un personnel compétent et qualifié, adapté à la nature des travaux ;
- une organisation permettant une intervention rapide et efficace, conformément aux délais fixés par les ordres de service ;
- une coordination permanente avec le représentant de l'Organisme contractant, afin d'assurer la bonne préparation et le bon déroulement des interventions.

### 13.2. Obligations de conseil et d'information

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil et d'information envers l'Organisme contractant. À ce titre, il doit :

- **Inform** l'**Organisme contractant** de toute difficulté technique, anomalie, incompatibilité ou risque identifié lors de l'exécution des prestations, et proposer sans délai les mesures correctives appropriées.
- **Alerter préalablement** sur toute conséquence technique, fonctionnelle, financière ou de délai susceptible de résulter des travaux prescrits ou des conditions d'intervention.
- **Conseiller le Maître d'Ouvrage** sur les solutions techniques les plus adaptées, les matériaux appropriés, les méthodes d'exécution et les mesures de prévention nécessaires pour garantir la qualité et la pérennité des installations.
- **Fournir spontanément les informations utiles** à la bonne compréhension des travaux, notamment les contraintes d'accès, les besoins de consignation, les risques résiduels, les impacts sur l'exploitation ou les conditions de sécurité.
- **Signaler immédiatement toute non-conformité** constatée sur les ouvrages existants ou sur les prestations en cours, et proposer les actions correctives nécessaires.
- **Assurer la transparence technique** en communiquant, à la demande de l'Organisme contractant, toute information relative aux matériaux, équipements, méthodes d'exécution, essais, contrôles et résultats obtenus.

Le Titulaire demeure responsable des conséquences d'un défaut de conseil ou d'information, notamment lorsque celui-ci a conduit à une mauvaise exécution, à une non-conformité, à un surcoût ou à un allongement des délais.

## ARTICLE 14 : RESPONSABILITE EN CAS DE DOMMAGES - ASSURANCES

### 14.1. Responsabilité en cas de dommages

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des dommages, détériorations ou pertes causés aux ouvrages existants, aux équipements, aux locaux ou aux matériaux approvisionnés, y compris durant leur transport ou leur manutention. Il garantit l'Organisme contractant contre tout dysfonctionnement des installations qu'il fournit ou met en œuvre.

La responsabilité du Titulaire demeure engagée jusqu'à la réception des travaux concernés, puis pendant toute la durée des garanties prévues à l'article 11 du présent CCAP.

#### **14.2. Assurances**

Le Titulaire et tout sous-traitant accepté au titre du marché doivent être couverts par des contrats d'assurance en cours de validité, garantissant l'ensemble des risques liés à l'exécution des prestations. Ils doivent notamment disposer :

- d'une assurance responsabilité civile professionnelle couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers du fait des travaux ;
- d'une assurance dommages aux biens couvrant les matériaux, équipements et ouvrages approvisionnés contre le vol, l'incendie, les dégâts des eaux et tout sinistre pouvant survenir avant réception.

Les attestations d'assurance, précisant la nature des garanties, les montants couverts et les franchises éventuelles, sont jointes à l'offre.

En cours d'exécution du marché, le Titulaire transmet spontanément toute attestation renouvelée lorsque la précédente arrive à échéance. Il collecte également, à la demande de l'Organisme contractant, les attestations d'assurance de ses sous-traitants.

Le défaut de présentation d'une attestation d'assurance valide, ou l'absence de couverture conforme aux obligations du marché, entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire, sans préjudice des poursuites civiles ou pénales pouvant être engagées.

Cette disposition s'applique également à tout sous-traitant défaillant.

### **ARTICLE 15 : CONDITIONS FINANCIERES**

#### **15.1. Contenu des prix**

Les prix figurant dans la DPGF annexée à l'Acte d'engagement sont des prix unitaires de base, exprimés en euros hors taxes, établis aux conditions économiques du mois de mai 2026, mois précédant celui de la remise des offres.

Ces prix sont réputés comprendre toutes les charges nécessaires à l'exécution complète des prestations, notamment :

- les fournitures, matériaux et équipements,
- la main-d'œuvre,
- les moyens matériels, outillage et protections,
- les frais généraux, impôts et taxes,
- les déplacements, manutentions et approvisionnements,
- les sujétions liées à l'intervention en site occupé,
- les essais, contrôles, mises en service et documents techniques.

Aucun frais supplémentaire ne peut être facturé en dehors des prix unitaires du marché, sauf accord préalable du Maître d'Ouvrage formalisé par un ordre de service modificatif.

Les prix unitaires de base assurent au Titulaire une rémunération complète et définitive pour les prestations exécutées.

### **15.2. Ordres de service et détermination des montants**

Les prix du marché sont fermes et définitifs pendant toute sa durée.

Après notification du marché, et après détermination des métrés et quantités réelles lors du diagnostic préalable, les ordres de service sont établis sur la base :

- des prix unitaires figurant dans la DPGF,
- des quantités réellement constatées,
- et des phases de travaux définies dans la DPGF (dépose, fourniture, pose, essais, remise en état, etc.).

Chaque ordre de service précise :

- les prestations à exécuter,
- les quantités retenues,
- le montant calculé selon les prix unitaires ou forfaitaires,
- le délai d'exécution,
- les éventuelles sujétions particulières.

Le montant total du marché résulte exclusivement des travaux effectivement réalisées, sur la base des prix unitaires et des quantités validées par l'Organisme contractant.

Les travaux ne peuvent être engagés sans un ordre de service préalable.

## **ARTICLE 16 : LIQUIDATION DES DEPENSES**

### **16.1. Avances**

Conformément aux articles R2191-3 à R2191-12 du Code de la commande publique, le Titulaire peut bénéficier d'une avance lorsque les conditions prévues par ces dispositions sont réunies. L'Organisme contractant peut également décider d'accorder une avance dans d'autres cas, conformément à l'article R2191-4 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant toutes taxes comprises des prestations faisant l'objet de l'ordre de service.

Le remboursement de l'avance intervient par précompte sur les sommes dues au Titulaire, à mesure de l'exécution des prestations, et doit être intégralement achevé lorsque 80 % du montant de l'ordre de service a été exécuté.

En contrepartie de l'avance, le Titulaire doit fournir une garantie à première demande couvrant le montant TTC de l'avance versée.

Remplacement des réseaux hydrauliques secondaires et des équipements associés du site de Bobigny de la Caf de la Seine-Saint-Denis.

### **16.2. Acomptes**

Lorsque la durée d'exécution des prestations prescrites par un ordre de service dépasse 30 jours, le Titulaire peut prétendre au versement d'acomptes, conformément à l'article R2191-20 du Code de la commande publique et à l'article 12 du CCAG Travaux 2021.

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations réellement exécutées, constatées par l'Organisme contractant.

Les acomptes sont diminués, le cas échéant, de la retenue de garantie prévue à l'article R2191-32 du Code de la commande publique, lorsque celle-ci est appliquée.

Les prestations ouvrant droit à acompte sont constatées par un état d'acompte établi par le Titulaire et vérifié par l'Organisme contractant.

### **16.3. Facturation**

La facturation des prestations s'effectue après constatation du service fait et réception des travaux par l'Organisme contractant, conformément aux règles applicables aux marchés de travaux.

Chaque facture doit comporter, outre les mentions légales obligatoires, les informations suivantes :

- Nom ou raison sociale du Titulaire et adresse complète ;
- Coordonnées bancaires (IBAN et BIC) du Titulaire ;
- Numéro et date du marché ;
- Numéro et date de l'ordre de service ayant prescrit les prestations ;
- Nature des prestations exécutées et quantités correspondantes, telles que validées par l'Organisme contractant ;
- Montant hors taxes des travaux, fournitures et prestations exécutés ;
- Taux et montant de la TVA applicable ;
- Montant total TTC ;
- Date d'exécution ou de réception des prestations facturées.

Les factures ne peuvent porter que sur des prestations réellement exécutées, validées et réceptionnées, conformément aux prix unitaires de la DPGF et aux quantités fixées dans l'ordre de service.

### **16.4. Délai global de paiement**

Sous réserve de la conformité de la facture aux exigences mentionnées à l'article 16.3, l'Organisme contractant dispose d'un délai global de paiement de trente (30) jours, à compter de la réception de la facture.

En cas de présentation d'une facture non conforme, le délai global de paiement est suspendu. L'Organisme contractant notifie alors au Titulaire :

- les motifs s'opposant au paiement,
- les pièces ou corrections à fournir,
- et les éléments manquants imputables au Titulaire.



Le délai global de paiement reprend intégralement à compter de la réception de la facture conforme ou de l'ensemble des justifications demandées.

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné fait courir, de plein droit et sans formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire et, le cas échéant, du sous-traitant payé directement. Les intérêts courent à partir du lendemain de l'expiration du délai global de paiement, jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur au premier jour du semestre au cours duquel les intérêts ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement est également due au Titulaire, conformément à l'article L441-10 du Code de commerce.

#### **16.5. Dématérialisation des factures**

Les factures doivent être déposées sur le portail internet Chorus Pro du ministère des Finances : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le Titulaire devra renseigner le SIRET de la CAF 93 (38098030000095) ainsi que le n° d'engagement (numéro du bon de commande ou à défaut en l'absence de bon de commande, le numéro de marché attribué par la CAF93).

Il est rappelé que le portail Chorus Pro n'est destiné qu'à la transmission des seules factures respectant les éléments portés dans le décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique date d'émission de la facture, désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture, référence de l'engagement ou de la commande, quantité et détermination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés, etc. Il permet notamment la possibilité de consulter à tout moment l'état d'avancement du traitement de la facture.

#### **16.6. Modalités de paiement**

L'Organisme contractant règle les sommes dues au Titulaire par virement bancaire, en portant le montant correspondant au crédit du compte bancaire désigné par celui-ci. Le Titulaire doit fournir préalablement un relevé d'identité bancaire émis par un établissement financier.

L'unité monétaire de paiement est l'euro.

Les pénalités, réfections ou toute autre somme dont le Titulaire pourrait être redevable sont recouvrées par compensation, au moyen de retenues opérées sur les paiements à effectuer, y compris sur les acomptes et le solde.

#### **16.7. Taxes**

Les paiements convenus donnent lieu à la taxe à la valeur ajoutée, selon la réglementation fiscale applicable à la date d'encaissement ou de débit suivant l'option du Titulaire. A la signature du marché, la T.V.A. est applicable au taux de 20 %.

**ARTICLE 17 : LANGUE**

Tous les documents, échanges, rapports, notices techniques, plans, correspondances et, plus généralement, l'ensemble des pièces produites dans le cadre du présent marché sont rédigés en langue française.

Toute documentation fournie par le Titulaire en langue étrangère doit être accompagnée d'une traduction en français certifiée conforme, à la charge exclusive du Titulaire.

La langue française constitue la seule langue de référence pour l'interprétation du marché et l'exécution des prestations.

**ARTICLE 18 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES**

Les créances nées ou à naître durant le marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus aux articles R2191-46 et R2191-47 du Code de la commande publique est le Directeur de l'Organisme contractant ou son délégué.

En cas de sous-traitance, le marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées réellement par le Titulaire, à l'exclusion des prestations confiées aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

Le certificat de cessibilité ou l'acte de nantissement est établi par le Directeur de l'Organisme contractant ou son délégué, conformément au modèle réglementaire en vigueur.

**ARTICLE 19 : MODIFICATION DANS LA SITUATION DU TITULAIRE**

Le Titulaire doit informer sans délai le pouvoir adjudicateur de toute modification concernant sa forme juridique, sa raison ou dénomination sociale, son siège ou adresse, ses représentants habilités ou ses coordonnées bancaires, ainsi que de toute évolution susceptible d'affecter l'exécution du marché.

Tout changement de raison sociale, d'adresse ou de compte bancaire doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagné du nouveau RIB ou d'un justificatif publié dans un journal d'annonces légales.

Lorsque la modification entraîne la création d'une nouvelle personne morale ou physique (fusion, absorption, reprise, etc.), un avenant de transfert doit être établi. Le nouveau Titulaire doit démontrer sa capacité à assurer la continuité des prestations.

Ces changements ne doivent en aucun cas perturber l'exécution du marché. Le pouvoir adjudicateur vérifie que le nouveau Titulaire dispose des moyens techniques et financiers nécessaires et qu'il est à jour de ses obligations fiscales et sociales.

**ARTICLE 20 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES**

Le Titulaire s'engage à fournir spontanément à l'Organisme contractant, les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du Code du travail, ainsi que l'attestation de vigilance datée de moins de six mois, la fourniture des déclarations sociales, les preuves de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du code la sécurité sociale émanant de l'Urssaf, et la liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont obligatoirement déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne, mise à sa disposition gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://app.provigis.com>

Faute de produire les documents précités, le marché pourra être résilié, par l'Organisme contractant, aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité.

**ARTICLE 21 : CONFIDENTIALITE**

Le Titulaire, ainsi que l'ensemble de ses salariés, sous-traitants et intervenants, est tenu à une obligation stricte de confidentialité concernant toutes les informations, documents, données, plans, schémas, photographies, procédés, dispositifs techniques ou organisationnels dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Ces informations ne peuvent être utilisées qu'aux seules fins de l'exécution des prestations et ne peuvent, en aucun cas, être divulguées à des tiers sans l'autorisation préalable et écrite de l'Organisme contractant.

Le Titulaire s'engage notamment à :

- ne pas communiquer ou diffuser, sous quelque forme que ce soit, des documents techniques, plans ou informations relatives aux bâtiments, installations ou systèmes de sécurité ;
- ne pas publier de photographies, vidéos ou contenus relatifs au chantier, y compris sur les réseaux sociaux, sans autorisation expresse ;
- veiller au respect de la confidentialité par l'ensemble de ses sous-traitants et personnels ;
- restituer, à la fin du marché, tous les documents fournis par l'Organisme contractant.

Cette obligation de confidentialité demeure en vigueur pendant toute la durée du marché et après son expiration, sans limitation de durée.

Toute violation de cette obligation peut entraîner l'application de pénalités, la résiliation du marché aux torts du Titulaire, ainsi que toute action en réparation des préjudices subis.

**ARTICLE 22 : RESILIATION DU MARCHE**

Il sera fait application des dispositions du CCAG Travaux, sous réserve des précisions suivantes :

Remplacement des réseaux hydrauliques secondaires et des équipements associés du site de Bobigny de la Caf de la Seine-Saint-Denis.

**22.1. Cas de résiliation pour motif d'intérêt général :**

L'Organisme contractant peut résilier le marché, ou tout ordre de service, pour motif d'intérêt général, sans faute du Titulaire. Le Titulaire a alors droit à une indemnité correspondant aux dépenses engagées et non encore payées.

**22.2. Cas de résiliation sans indemnité :**

Aucune indemnité ne sera due au Titulaire ou ses ayants droits en cas de :

- Décès ou incapacité civile du Titulaire ;
- Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire, conformément à l'article 50.1.2 du CCAG « Travaux » ;
- Incapacité physique durable du Titulaire compromettant la bonne exécution du marché.

**22.3. Résiliation aux torts du Titulaire après mise en demeure :**

Le marché peut être résilié, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque le Titulaire :

- contrevient aux obligations du Code du travail ;
- ne respecte pas la réglementation environnementale ;
- n'exécute pas ses obligations dans les délais contractuels ;
- sous-traite en violation des règles applicables ou ne respecte pas les obligations du CCAG Travaux.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai de huit (8) jours pour régulariser ou présenter des observations.

**22.4. Résiliation aux torts du Titulaire sans mise en demeure :**

La résiliation peut intervenir sans mise en demeure préalable lorsque le Titulaire :

- déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- commet des actes frauduleux (nature, qualité ou quantité des prestations, travail dissimulé, etc.) ;
- fait l'objet d'une interdiction de soumissionner postérieure à la notification ;
- a produit une déclaration inexacte au titre des articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la commande publique.

Le marché peut également être résilié sans indemnité si le Titulaire ne transmet pas, malgré notification, les documents sociaux obligatoires (articles D8222-5 à D8222-8 du Code du travail) ou s'il ne justifie pas de ses assurances obligatoires.

**ARTICLE 23 : LITIGES**

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent marché, le droit français est seul applicable.

Sauf arbitrage reconnu par les deux parties, concernant les litiges qui pourraient survenir dans l'interprétation et/ou l'exécution du présent marché, la juridiction compétente sera celle dont relève l'Organisme contractant.

## **ARTICLE 24 : DEROGATIONS**

Les dérogations sont les suivantes :

- L'article 12 du CCAP, concernant les pénalités pour retard, déroge à l'article 19.1 du CCAG - Travaux.